



AMERIQUE/SALVADOR - Dénonciation des Evêques : trêve ou processus de paix, la population continue à subir la violence

San Salvador (Agence Fides) – La trêve entre les bandes du pays établie le 9 mars 2012 (voir Fides 28/03/2012) « n'a pas produit les bénéfices que la population honnête et travailleuse attendait ». C'est ce qu'affirment les Evêques du Salvador dans une déclaration qui a été lue Dimanche dernier en la Cathédrale de la capitale par S.Exc. Mgr Gregorio Rosa Chávez, Evêque auxiliaire de San Salvador.

« Les vols à main armée, les extorsions et autres activités illégales perpétrées par des membres des bandes se poursuivent. C'est pourquoi, la population ne perçoit pas les bénéfices de la trêve » affirme le document des Evêques.

En moins de 24 heures, les principaux chefs des bandes ont répondu aux Evêques au travers d'une conférence de presse au cours de laquelle ils ont exprimé leur surprise quant au fait que, selon eux, les responsables de l'Eglise ne sont pas parvenus à comprendre « qu'il s'agit d'un processus de paix et non pas seulement d'une trêve » et que « la paix ne sera possible que lorsque le processus obtiendra l'accord de tous ». Les chefs des bandes ont souligné que « le problème de la violence sociale est très différent parce qu'il a des racines structurelles très profondes, ce qui rend le processus particulièrement complexe. Il faut tenir compte en outre du fait que nous parlons de plus de deux décennies de guerre ». « Nous sommes désolés que le communiqué de l'Eglise n'évoque pas les résultats positifs obtenus jusqu'ici, tels que les plus de 3.000 vies sauvées » ont-ils ajouté. « Nous sommes en train de réussir à faire en sorte que le Salvador n'occupe plus le rang de pays le plus violent du monde » ont-ils conclu. Dans les prisons du pays se trouvent plus de 10.000 membres des bandes et l'on estime que ceux qui sont en liberté sont environ 50.000. Depuis plus d'un an, les principales bandes ont signé une trêve. Le pacte a eu un premier effet positif : la moyenne quotidienne des homicides est passée de 14 à 5 mais, selon le communiqué des Evêques, la situation pour la population n'a pas changé parce que d'autres actes de violence ont continué à avoir lieu : vols, représailles, enlèvements et surtout extorsions ordonnées depuis les prisons afin de soutenir les familles des condamnés. (CE) (Agence Fides 15/05/2013)